Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 29 (1937)
Heft: 1

Artikel: Pourquoi des lignes directrices?
Autor: Gadient, A.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384078

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

portent, mais bien les forces mises en œuvre pour la réalisation des revendications. Cette réalisation dépend avant tout de la propagande que feront dans le pays tout entier les groupes qui collaborent sur la base des lignes directrices.

Pourquoi des lignes directrices?

Par le Dr *A. Gadient.*

Bien que le développement de la politique et surtout de la politique économique de ces dernières années ait donné lieu à de graves soucis, certains indices favorables ont cependant été enregistrés. C'est ainsi que l'on en est arrivé peu à peu à considérer comme un grand avantage le fait qu'on reconnaît de plus en plus que la Suisse doit être maintenue sous forme de démocratie ou alors cesser d'exister.

Il n'est pas moins réjouissant de voir que l'on admet également que cette démocratie doit être défendue et développée uniquement par des moyens démocratiques, car toute tentative d'opérer un changement par la violence, l'insurrection ou la révolution entraîne fatalement un recul social et économique tout en mettant en question la démocratie comme telle. Il est assez malheureux que le désarroi ait régné si longtemps chez nous, que pendant si longtemps on ait, chez les gauches, à l'exemple de mouvements étrangers, nourri l'idée d'un brusque changement et parmi les droites affiché des tendances nettement fascistes sous l'influence d'événements étrangers.

Il est à espérer actuellement que les esprits sont calmés. On se rend compte de plus en plus qu'aucune solution, pas plus un bloc orienté vers la bourgeoisie qu'un Front unique populaire, n'est en mesure de sauver la Suisse ou même d'assurer son développement économique et social; ce qu'il faut c'est l'union de toutes les forces visant à la reconstruction économique. A ce propos nous ne nous faisons pas d'illusions. Il ne s'agit nullement d'encourager une réconciliation sentimentale, de se dissimuler ou de taire les contradictions. Au contraire, il faut bien se rendre compte que cette nouvelle orientation ne se fera pas sans coup férir, comme du reste aucun progrès n'a jamais été réalisé sans lutte.

Les « lignes directrices » veulent avant tout créer l'unité nécessaire. Non pas en vue d'élaborer un beau programme de plus; car ce ne sont pas les programmes mirifiques et les belles promesses qui manquent. Les « lignes directrices » n'auront un sens que si l'on parvient à la réalisation du programme qu'elles contiennent. Leur tâche ne consiste pas seulement à former et à réunir une majorité du peuple suisse, non, ce qu'il faut c'est

animer cette majorité en vue d'atteindre le but visé grâce aux moyens préconisés.

Nous n'ignorons pas qu'une transformation d'une telle profondeur ne se fait pas d'un coup, au contraire, sur le terrain politique surtout on assistera à d'importants regroupements et c'est pourquoi il faut se mettre le plus vite possible à l'œuvre pour tâcher de réaliser pratiquement le plus grand nombre possible de tâches concrètes individuelles.

Au cours de ces derniers temps, il a souvent été question de savoir si et dans quelle mesure chaque organisation qui s'est déclarée en faveur des lignes directrices, peut conserver son *indépendance* et son *caractère propre.* Ce serait rendre un bien mauvais service à la démocratie si l'on devait faire usage des « lignes directrices » pour en arriver à tout synchroniser. Non, que les groupes, partis ou personnes qui adhèrent au mouvement pour la reconstruction économique, conservent leur idéal, qu'il soit libéral, socialiste, que ce soit le jeune paysan, le catholique ou l'ouvrier évangélique, à une condition cependant que nous ne saurions suffisamment faire ressortir: Seuls ceux qui de par leur conception et leur attitude s'engagent à respecter les principes les plus importants et les lignes directrices peuvent et doivent se déclarer en faveur du mouvement. Celui qui, comme par le passé, continue à croire à la justification et au succès d'une révolution, commet un impair en se ralliant aux lignes directrices. Il serait également déloyal de simuler une collaboration pour se dérober ensuite chaque fois qu'il s'agirait de prêter main forte pour la réalisation d'une revendication d'ordre économique ou social. Il ne serait pas plus honnête d'adhérer au mouvement pour le maintien et le développement de la démocratie et de défendre par la suite un arrêté fédéral d'urgence tendant tout simplement à éliminer l'opinion du peuple. Il est caractéristique que la « Nouvelle Gazette de Zurich », dans une polémique qu'elle mène précisément contre les lignes directrices, prétende que les principes de politique qui sont à leur base sont «chose toute naturelle». En effet, ils devraient être, «chose toute naturelle» pour un citoyen démocrate suisse; ils ont toujours été maintenus bien haut lors de votations, ce qui n'a pas empêché qu'ils ont été tout naturellement oubliés par la suite et trahis.

Encore un mot au sujet de l'*agriculture:* La jeune génération, surtout le Mouvement suisse des jeunes paysans et le Parti agraire de Schaffhouse se sont déclarés sans réserve en faveur du mouvement pour la reconstruction économique et s'y sont ralliés. Les premiers l'ont fait après s'être rendus compte que c'était le seul moyen de venir en aide à l'agriculture. Ce qu'il lui faut, ce sont avant tout de meilleurs prix. Or, cette amélioration et le maintien de ces prix ne pourront se faire que lorsque tous les autres groupes populaires toucheront un revenu suffisant, ce qui n'est possible qu'en temps de prospérité. Le pouvoir d'achat n'est

pas seulement une théorie, il est aussi la tragique réalité. Il ne suffit pas que le consommateur veuille bien acheter les produits du paysan au prix fort, il faut que cette bonne volonté se reflète également dans la bourse de l'ouvrier, de l'employé et de l'artisan.

A part la question de ces intérêts directs, la nouvelle génération des paysans surtout, se rend compte que nous sommes tous *dépendants* les uns des autres. Trop longtemps, on a excité précisément les ouvriers et les paysans les uns contre les autres, à leur détriment et à la joie du troisième compère. Actuellement on sent très bien de toutes parts que le peuple aspire nettement à une *entente*. Comme la « Nation » a tenté de le faire modestement depuis 3 ans, les « Lignes directrices » sont, à leur tour, une intervention que l'on voudrait voir réussir sous forme d'une concentration de tous ces efforts naissants qui pourrait déployer toute son activité plus efficacement dans les luttes politiques.

Pour terminer, encore un mot de la « Nouvelle Gazette de Zurich ». On sait qu'autrefois déjà le père Greulich avait coutume de dire que chaque fois que la «Nouvelle Gazette de Zurich» entamait une polémique, on pouvait être certain qu'un fait équitable venait de se produire. La manière dont ce journal commente la requête pour une augmentation du prix du lait est loin d'être à son honneur et le caractérise nettement. Il ne peut attribuer qu'à la démagogie le fait que cette requête urgente et parfaitement justifiée soit appuyée par les représentants de l'Union syndicale suisse, de la Fédération des sociétés suisses d'employés et de la Fédération des ouvriers évangéliques. En réalité, c'est pour la « Nouvelle Gazette de Zurich » l'occasion d'exprimer son mécontentement de voir que la classe ouvrière ne se prête plus à ses desseins, qu'elle refuse une politique soit-disant des consommateurs, en tout cas une politique des bas prix. La classe ouvrière et ses dirigeants se rendent bien compte que les prix bas entraînent tout naturellement des salaires réduits, qu'une pression et une baisse des prix exercent automatiquement une pression et une baisse sur les salaires.

De plus, les ouvriers, les employés et leurs représentants savent pertinemment qu'une augmentation du prix du lait représente un sacrifice pour le consommateur et il n'est pas aisé pour les représentants ouvriers de faire admettre ce sacrifice par les masses, alors que, d'autre part, ceux qui sont à la tête de l'ancien parti agraire sont toujours les plus acharnés lorsqu'il s'agit de réduire les salaires des ouvriers et des employés.

C'est sur cette excitation qui avait pour base l'envie, qu'a été échafaudée toute la politique de ces dernières années; ce n'est pas depuis quelque temps seulement, mais bien depuis plus de deux mille ans que les grands connaissent la recette: Diviser et régner! Ce n'est que lorsque le peuple se sera rendu compte comme on l'exploite dans l'intérêt de quelques-uns seulement, qu'en réalité

la majorité des paysans, ouvriers, employés et artisans ont les mêmes soucis, sont liés au même sort dans le bonheur et le malheur, c'est seulement lorsque cette idée aura bien pénétré parmi le peuple suisse que les choses changeront en sa faveur. Puissent les « lignes directrices » y contribuer.

Trois requêtes du mouvement en faveur des lignes directrices.

Création d'occasions de travail.

Le 7 novembre 1936, l'Union syndicale suisse, le Mouvement suisse des Jeunes paysans, la Fédération suisse des employés et la Fédération des ouvriers évangéliques ont adressé une requête au Conseil fédéral dont la teneur est la suivante:

Nous croyons fermement nous faire le porte-parole de la grande majorité du peuple et des autorités en déclarant qu'une des tâches les plus urgentes de l'heure consiste à lutter contre le chômage. La baisse du franc suisse a créé un nouvel état de choses qui facilitera grandement et plus que par le passé la lutte contre le chômage. Il serait certes erroné de croire que la situation du marché du travail s'améliorera rapidement d'elle-même. On assistera tout d'abord à une reprise dans les industries d'exportation et un mieux se manifestera peu à peu dans diverses branches de l'économie nationale. Cependant, tout cela sera loin de suffire pour éliminer dans une large mesure la misère créée par le chômage massif.

C'est pourquoi il faut que l'Etat envisage un vaste plan pour la création d'emplois qui permettra de réintégrer les chômeurs dans le processus de la production; il faut agir rapidement si l'on veut mettre à profit les avantages nés du nouvel état de choses.

Le but de la politique économique de l'Etat doit être de *réduire de 20 % pour le moins d'ici au printemps les chiffres du chômage enregistrés l'année précédente* et de 30 % d'ici une année. La chose est parfaitement réalisable, si l'on coordonne tous les efforts. La Confédération, les cantons, les communes et toutes les organisations économiques, ainsi que les personnes privées doivent collaborer. La *Confédération* est naturellement toute désignée pour mener la lutte destinée à surmonter le chômage. C'est pourquoi nous nous permettons de vous soumettre quelques propositions quant à la manière dont la Confédération peut ranimer l'économie.

Nous aimerions tout d'abord émettre notre avis au sujet de l'arrêté fédéral concernant la lutte contre la crise et la création d'emplois du 21 décembre 1934, modifié le 31 janvier 1936 et qui, selon un renseignement, sera nécessairement revisé encore une fois.